

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Fourniture et Pose d'une centrale
photovoltaïque sur toiture – Maison Familial
rural et Local à plaque de Hadol (88)

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 26 septembre 2025 à 17:00

Terr'EnR
Maison de l'habitat et du territoire
1 Avenue Dutac
88000 EPINAL

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fourniture et pose de centrale photovoltaïque sur toiture, MFR et Local à plaquette à Hadol
	Mode de passation	Marché à procédure adaptée
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	0
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Délai : 16 semaines
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition en tranche :	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Désignation de l'acheteur	5
3.2 - Représentant de l'acheteur.....	5
3.4 - Contrôle technique	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire	7
6.2 - Visites sur site et compréhension des installations	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7.1 - Transmission électronique	9
7.2 - Transmission sous support papier.....	9
7.2 - Transmission sous support papier.....	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des marchés	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Renseignements complémentaires	11
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
9.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La fourniture et de la pose d'une centrale photovoltaïque comprenant l'élaboration d'études d'exécution, le dimensionnement de la centrale, la fourniture et pose de panneau photovoltaïque et d'onduleurs.

Lieu(x) d'exécution :

MFR - Rue du Stade

Commune de Hadol 88220

Local à Plaquette - Rue du Stade

Commune de Hadol 88220

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : Marché à procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des Articles R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition en tranche :

Le marché est divisé en deux tranches :

- Une tranche ferme : la MFR
- Une tranche optionnelle : le Local à Plaquette

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
4561215-4	Travaux de couverture de panneaux solaires

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Sans

3 - Les intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Terr'EnR
Maison de l'habitat et du territoire
1 Avenue Dutac
88000 EPINAL

3.2 - Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur : Terr'EnR

Représentant de l'organisme acheteur : Président de la SEM Terr'EnR

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique missionné pour cette opération est : ALPES CONTRÔLE

HAVETTE	LUDOVIC	07 50 66 61 53	lhavette@alpes-contrôles.fr
---------	---------	----------------	--

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le SPS missionné pour cette opération est : BRCP Prévention

RENAUD	Bernard	06 95 94 40 08	brcpprevention@gmail.com
--------	---------	----------------	--

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, toutefois une attention particulière est à mener sur le fait que le moment d'intervention seront liés aux travaux de rénovation, ils seront dépendants de l'avancement de ces derniers. La disponibilité de l'échafaudage est limitée dans le temps et ne pourra pas être prolongée.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : www.achatpublic.com.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage	Non

Titre d'habilitation de l'ensemble du personnel pour toutes les interventions et tous les travaux à réaliser à proximité ou sur des installations électriques Basse Tension du domaine BTA.	Non
Ses qualifications requises émanant d'un organisme agréé (Quali'ENR ou QualifElec ou Qualibat) spécifiques au solaire photovoltaïque : Quali'PV, 5911, SP1 et SP2 correspondant au niveau puissance du marché.	Non

Renseignements concernant la capacité d'assurer :

Libellés	Signature
Attestation d'assurance responsabilité civile	Non
Attestation d'assurance de responsabilité décennale, couvrant le procédé d'intégration proposé dans son offre ; (mention photovoltaïque obligatoire)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)	Oui
Un mémoire technique qui, par un descriptif précis, permettra de juger de la qualité des prestations techniques du candidat.	Oui
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
La présentation de l'équipe dédiée au projet	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site et compréhension des installations

Visite prévue le mercredi 10 septembre 2025 à 9h30

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'aménager la date et horaires des visites.

Les entreprises candidates devront avoir préalablement déclaré leur présence par mail : Geoffrey.cuiller@terr-enr.fr

À l'issue de cette visite, une attestation sera remise au candidat.

Compte tenu de l'organisation de la visite, les candidats sont réputés connaître les lieux. En conséquence, ils ne pourront élever aucune réclamation, ni former aucune demande d'indemnisation fondée sur une méconnaissance alléguée des installations.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.achatpublic.com

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Non renseigné

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
2-Valeur technique	60.0 %

Critère valeur technique (/100 points)

Les candidats seront jugés sur la valeur technique de leur offre, appréciée au regard de la pertinence du mémoire technique par chacun d'entre eux.

Ce mémoire devra respecter le nombre de pages maximum (20 pages, hors annexes techniques). A défaut, la note finale (/100 points) affectée à la valeur technique sera dégradée de 10 points.

Le contenu du mémoire est décrit en annexe de ce RC.

Les 4 sous-critères intervenant pour le jugement des offres sont notés de la manière suivante :

1	Moyens humains et matériels	30 points
2	Méthodologie détaillée liée aux travaux	30 points
3	Centrale solaire photovoltaïque	30 points
4	Planning d'intervention	10 points

Les candidats ayant obtenu une note technique globale (Ntg) inférieure à 50 (/100) seront éliminés.

Critère prix (/100 points)

Le critère prix est apprécié à l'aide de la décomposition global et forfaitaire (DPGF) par rapport à la puissance totale proposée.

Les autres offres seront notées en fonction de l'offre la moins élevée par application de la formule :

$$P = 100 \times (K_{\min} / K_c)$$

où :

- P est la note attribuée au candidat
- Kmin est le prix le plus bas proposé
- Kc est le prix proposé par le candidat
- Kmin et Kc sont des prix unitaires en €/Wc

Les notes sont arrondies à une décimale.

Classement des offres

Chaque candidat obtiendra une note N calculée de la façon suivante :

$$N = \text{prix (40\%)} + \text{Valeur technique (60\%)}.$$

Le candidat ayant obtenu la meilleure note sera déclaré attributaire du marché.

En cas d'égalité de note totale, le classement des offres se fera en fonction de la note obtenue pour le critère prix.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : www.achatpublic.com

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy
5 PLACE DE LA CARRIERE CO 20038
54036 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 17 43 43
Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nancy
5 PLACE DE LA CARRIERE CO 20038
54036 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 17 43 43
Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

10. - Annexe au RC - Structure et contenu mémoire technique

De manière claire et synthétique, le candidat explique en 20 pages maximum (hors annexes), l'organisation, la méthode et les moyens mis en œuvre pour répondre aux attentes du pouvoir adjudicateur en respectant la structure présentée ci-dessous.

1. Moyens humains et matériels

- Présentation succincte de l'entreprise, son implantation, ses effectifs.
- Qualifications émanant d'un organisme agréé (Quali'ENR ou QualifElec ou Qualibat) spécifiques au solaire photovoltaïque : Quali'PV, 5911, SP1 et SP2 correspondant au niveau puissance du marché.
- Attestation d'assurance de responsabilité civile ;
- Attestation d'assurance de responsabilité décennale, couvrant les solutions de pose proposée dans son offre ; (mention photovoltaïque obligatoire)
- Références installées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, la puissance et le destinataire public ou privé
- Moyens matériels et de sécurités prévu pour le chantier
- Recours à des sous-traitants en précisant pour quelle mission

2. Méthodologie liée aux travaux (sous-traitance ou non)

- Méthodologie liée au respect des règles de sécurité
 - Accès aux toitures : ouvriers, matériels
 - Solutions de mise en sécurité de la toiture
- Méthodologie affectée aux travaux de toiture : système d'intégration, pose des modules
- Méthodologie travaux électriques photovoltaïques : onduleurs, coffrets, câblages, ...
- Méthodologie travaux génie civil : tranchée, dalle béton...
- Méthodologie dédiée aux essais et vérification
- Modalités de mise en service de l'installation

3. Ombrière solaire photovoltaïque

- Description qualitative et technique du module proposé (marque, référence, puissance, fiche technique...)
- Description qualitative et technique du système de pose proposé (marque, référence, fiche technique...)
- Justification de la solution module/système de pose sous certification (Atec, ETN, ...)
- Description qualitative et technique des onduleurs proposés (marque, référence, fiche technique...)
- Description qualitative et technique des éléments du système de supervision proposé (marque, référence, fiche technique, protocole de communication utilisé...)
- Synthèse des garanties matériel : modules, systèmes de pose, onduleurs, ...

4. Planning d'intervention

Planning détaillé des travaux précisant les principales étapes (phasages, jalons critiques...) :

- Mise en sécurité et livraison des matériaux
- Génie civil : tranchée, dalle béton
- Pose du système d'intégration
- Pose des modules
- Câblage DC/AC
- Pose des équipements électriques : onduleur, coffrets, AU, ...
- Visite contrôleur technique (mission Consuel)
- Obtention Consuel
- Réception - DOE
- Mise en service